



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de l'usine Ford à Blanquefort

Question au Gouvernement n° 1714

Texte de la question

SITUATION DE L'USINE FORD À BLANQUEFORT

Mme la présidente. La parole est à M. Benoit Simian.

M. Benoit Simian. Chers collègues, au nom de la représentation nationale, je tiens à témoigner de toute notre solidarité aux salariés de l'usine Ford de Blanquefort. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Monsieur le ministre de l'économie, le plan de sauvegarde de l'emploi qui scelle la fermeture de cette usine a été validé cette nuit, mettant fin à l'espoir de sa reprise.

C'est un site industriel emblématique en Gironde, avec 850 salariés, qui va fermer ses portes dans quelques mois alors qu'il est reconnu à l'échelle européenne pour sa compétitivité et son excellence en matière de boîtes de vitesse.

Je tiens une nouvelle fois à faire part de mon indignation face à l'attitude de Ford qui a décidé de se retirer juste au terme de ses obligations contractuelles, après avoir bénéficié de millions d'euros de subventions publiques depuis plusieurs années. *(M. Jean Lassalle applaudit.)*

Monsieur le ministre, je n'ai pas peur de le dire : il faut que Ford paie ! *(M. Jimmy Pahun applaudit.)* Par égard pour tous les contribuables français qui ont alimenté les fonds publics dont a bénéficié Ford à Blanquefort, la morale veut maintenant que le grand groupe américain contribue : non seulement par le plan social, mais aussi à la réindustrialisation du site à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros. Ce n'est que justice !

Il est inenvisageable qu'un tel site, essentiel à l'économie girondine, puisse être abandonné. Au-delà de la question du foncier, pouvez-vous nous assurer que vous mettez tout en œuvre pour permettre sa réindustrialisation ? La création d'un groupe de travail associant salariés, État et élus locaux est une première étape, mais la désignation d'une personne exclusivement en charge de ce dossier me semble absolument nécessaire pour s'assurer d'élaborer des pistes ambitieuses pour l'avenir du site. Des sociétés telles qu'Hydrogène de France ont déjà marqué leur intérêt.

Afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise à l'échelle nationale, il nous faut par ailleurs envisager des solutions pour renforcer les obligations et les devoirs des entreprises qui reçoivent des subventions publiques. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et quelques bancs du groupe MODEM.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le député, Ford va payer.

Ford va payer ce qu'il doit aux salariés, au site et au territoire. J'ai signé il y a une heure la lettre d'intention qui prévoit que Ford paiera 20 millions d'euros pour la réindustrialisation du site, soit six fois plus que ses obligations légales. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Ford paiera la dépollution du site.

M. Pierre Cordier. On verra ! Nous en avons entendu des promesses !

M. Bruno Le Maire, ministre. Et Ford a déjà annoncé un plan social de 169 millions d'euros pour l'ensemble des salariés du site de Blanquefort. Je crois en l'avenir industriel du site de Blanquefort. Et nous allons travailler avec vous, avec les salariés, avec l'ensemble des élus locaux, sur toutes les propositions de réindustrialisation du site de Blanquefort. Je ne laisserai tomber aucun emploi industriel, je ne laisserai tomber aucun site industriel, pour permettre leur revitalisation et le développement de nouvelles activités.

M. Michel Herbillon. Un peu plus d'action, et un peu moins de déclarations !

M. Bruno Le Maire, ministre. Bien sûr, il peut y avoir des succès et des échecs...

M. Fabien Di Filippo. Avec vous, il y a beaucoup d'échecs !

M. Bruno Le Maire, ministre. Mais j'assume la nécessité absolue d'intervenir systématiquement pour offrir des perspectives aux salariés. Nous ne construirons pas l'industrie de l'avenir sur les ruines de l'industrie du passé. Nous allons continuer d'investir dans l'innovation et la recherche, c'est le deuxième volet de notre politique économique. Nous allons investir pour que nos entreprises puissent se robotiser, se digitaliser grâce aux deux ans de suramortissement, c'est ce que nous avons prévu.

Nous avons créé un fonds pour l'innovation de rupture permettant de financer l'innovation dans l'industrie. Et nous allons mener une politique industrielle européenne ambitieuse, telle que l'a définie le Président de la République ce matin, pour modifier le droit de la concurrence, affirmer la préférence industrielle européenne et constituer des champions industriels européens. La France restera une terre d'industrie, et l'Europe restera un grand continent industriel face à la Chine et aux États-Unis. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [M. Benoit Simian](#)

Circonscription : Gironde (5^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1714

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 mars 2019](#)